

# EXAMEN AU CAS PAR CAS – DOCUMENT D'URBANISME

## ÉLABORATION ET PROCEDURES D'ÉVOLUTION

*Ce formulaire a été conçu pour vous aider dans la transmission des informations nécessaires à l'examen au cas par cas de votre projet de document d'urbanisme telles que mentionnées à l'article R104-30 du code de l'urbanisme. Il peut être utilisé pour l'ensemble des procédures concernées par l'examen au cas par cas : élaboration, révision, modification ou déclaration de projet. Les réponses à apporter doivent être adaptées en fonction de la nature de votre projet, à partir des connaissances dont vous disposez.*

*En application de l'article R122-18 II du code de l'environnement, ces informations sont mises en ligne sur notre site internet.*

**Ce formulaire doit être accompagné de tous les documents justificatifs permettant à l'autorité environnementale de comprendre votre projet, de connaître son environnement humain et naturel et d'évaluer les enjeux environnementaux (projet de règlement et de zonage, projet d'OAP,...), à transmettre en annexe.**

*Les liens Internet sont donnés à titre indicatif*

## 1. Intitulé de votre projet et son état d'avancement

### 1.1 Renseignements généraux

Quelle procédure souhaitez-vous réaliser ?	Quelle(s) est (sont) la (les) commune(s) concernée(s) par votre projet ?
Révision du plan local d'urbanisme	MONTELIER (26197)

### 1.2 En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi :

Le cas échéant, quelle est la date de débat de votre PADD ?	5 juillet 2021
De même, connaissez-vous la date prévisionnelle de l'arrêt de votre projet ?	mi-septembre 2021

## 2. Coordonnées

### 2.1 Identification de la personne publique responsable

Qui est la personne publique responsable ?	Commune de Montélier
Coordonnées pour les échanges administratifs : adresse, téléphone, courriel ?	Maire de Montélier – 10 avenue du Vercors – 26120 MONTELIER Tél : 04 75 59 93 98 courriel : secretariatdumaire@montelier.com

**NB : Vous indiquerez également en annexe 1 les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.**

### 3. Caractéristiques générales de votre projet

#### 3.1 Votre territoire est-il actuellement couvert par un SCoT ?

<u>OUI</u>	NON	SCoT du Grand Rovaltain en vigueur depuis le 17 janvier 2017. Il n'est pas en cours de révision.
------------	-----	--

#### 3.2 Votre territoire est-il actuellement couvert par un PLU ou une carte communale ?

<u>OUI</u>	NON	PLU approuvé le 16 septembre 2013 dont l'évaluation des incidences sur l'environnement a été faite selon la législation existante à l'époque.
------------	-----	---

#### 3.3 Quelles sont les caractéristiques générales de votre territoire ?

Au dernier recensement général, quel est le nombre d'habitants (données INSEE) ?	4140 habitants au 1/1/2017
Quelle est la superficie de votre ou de vos communes ?	2468 hectares
Dans le cadre d'une procédure d'évolution, quelle est la superficie du territoire concernée par votre projet ?	La totalité de la commune de Montélier
Si le territoire dispose déjà d'un document d'urbanisme, indiquez la répartition actuelle des zones urbaines, à urbaniser et non urbanisées en distinguant, pour les POS et PLU, les zones agricoles et naturelles. <b>Annexe à joindre : document graphique du plan en vigueur ou du projet</b>	Zone A : 1967.3 hectares Zone AU : 12.5 hectares Zone N : 305.3 hectares Zone U : 186.4 hectares

#### 3.4 Quelles sont les grandes orientations d'aménagement de votre document d'urbanisme ?

**Annexe à joindre : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre votre projet de PADD débattu par le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI (établissement public de coopération intercommunale) ; pour les autres procédures d'évolution, joindre les documents du PLU approuvé (PADD, zonage, règlement...)**

Les grandes orientations du PADD sont les suivantes :

- Ajuster l'urbanisation aux besoins et conforter le rôle de centralité de la commune,
- Renforcer l'attractivité communale,
- Préserver et valoriser les patrimoines qui font l'identité de la commune,
- Assurer les conditions favorables à la pérennité de l'activité agricole et valoriser la ressource forestière même réduite.

Pour le détail se reporter au PADD joint.

#### 3.5 Quels sont les objectifs de votre projet ? Dans quel contexte s'inscrit-il ?

**Annexe à joindre : délibération engageant la procédure**

Les objectifs inscrits dans la délibération de prescription de la révision sont les suivants :

- Mise en compatibilité du PLU avec les évolutions réglementaires du SCoT, du PLH, du PDU, du SDAGE.
- Mise en compatibilité du PLU avec des jugements rendus relatifs à l'urbanisation du quartier des Bois.
- Programmer une évolution mesurée de la population et assurer le parcours résidentiel des habitants.
- Améliorer les déplacements en développant des alternatives à la voiture individuelle.
- Favoriser la cohésion et la mixité sociale.
- Préserver la ressource en eau et les secteurs écologiques sensibles, maintenir les continuités écologiques.
- Valoriser les projets favorables à l'utilisation des énergies vertes / renouvelables.
- Assurer la prévention des risques naturels, des pollutions, des nuisances en veillant à ne pas aggraver les facteurs de risque.
- Prévoir les équipements publics nécessaires.

**3.6 Votre projet concerne-t-il la création d'une Unité touristique nouvelle (UTN) ?**

	<u>NON</u>	<i>Si oui, précisez les caractéristiques de cette UTN en application de l'article R122-8 du code de l'urbanisme (description de la nature du projet et de ses dimensions avec, le cas échéant, la surface de plancher créée)</i> NON
--	------------	---

**3.7 Votre projet est-il en lien avec d'autres procédures ?**

	<u>oui</u>	<u>non</u>	<i>Le cas échéant, précisez :</i>
Sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) :		Non	
Fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?		Non	

**3.8 Quel est le contexte de votre projet ? Est-il concerné par...**

	<u>oui</u>	<u>non</u>	<i>Le cas échéant, précisez</i>
Les dispositions de la loi Montagne ? <a href="http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/#v=map43;i=zone_mont;zone_mont; i=fr;z=-734374,6551069,1960844,1399270">http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/#v=map43;i=zone_mont;zone_mont; i=fr;z=-734374,6551069,1960844,1399270</a>		Non	Non concerné
Les dispositions de la loi Littoral concernant les grands lacs (Auvergne Rhône-Alpes) ? <a href="http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/Sélection%20du%20zonage%20«%20Loi%20Littoral%20»">http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/Sélection du zonage « Loi Littoral »</a>		Non	Non concerné
Un (ou plusieurs) schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) ?  <a href="http://www.gesteau.eaufrance.fr/">http://www.gesteau.eaufrance.fr/</a>	Oui		SDAGE du bassin fluvial Rhône-Méditerranée  SAGE de la Plaine de Valence
Autres : Appartenance de votre commune à une communauté de communes ou un pays, une agglomération, un parc naturel régional...	Oui		Valence Romans Agglomération

**3.9 Dans le cadre d'une procédure d'évolution portant sur un secteur précis (déclaration de projet / modification / révision allégée), précisez le secteur concerné par le projet ?**

**Annexe(s) à joindre :** Plan de situation permettant de localiser le projet au sein de la commune + plan de situation zoomé sur le secteur projet (ex : plan de zonage) + le règlement associé à cette zone

Non concerné

## 5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et impacts potentiels du projet sur l'environnement et la santé humaine

<b>4.1 Présentation de votre projet</b>	
À quel type de commune appartenez-vous ? Sélectionnez dans la liste ci-contre	Le SCOT identifie Montélier comme un pôle périurbain
<b>4.1.1 Si votre projet permet la création de logements, précisez :</b>	
Sur les 10 dernières années, quelle est la tendance démographique actuelle : augmentation de la population, stagnation, baisse du nombre d'habitants ?  <a href="http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp">http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp</a>	Augmentation de la population (+1.7% par an ces 5 dernières années).
Combien d'habitants supplémentaires votre projet vous permettra-t-il d'accueillir ? À quelle échéance ? Quels besoins en logements cela créera-t-il ?  Précisez : Combien de logements en dents creuses, combien en extension de l'enveloppe urbaine ? Combien de logements seront réhabilités ?	<b>Préciser ici (ou en annexe) comment les perspectives démographiques se traduisent en besoin de logements sur votre commune</b> 275 habitants et 312 logements à l'échelle de 12 ans. Le plan local de l'habitat autorise un maximum de 26 logements nouveaux par an. Parmi ce potentiel ouvert par le PLH, les projections démographiques montrent que : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 16 sont nécessaires pour répondre aux besoins du desserrement des ménages</li> <li>- Il en reste 10 pour accueillir de nouveaux habitants.</li> </ul> Ce contexte fera passer l'évolution démographique de la commune de 1.7% ces dernières années à 0.5% ou 0.6% dans les prochaines années.  Aucun logement n'est en extension urbaine : toutes les zones AU sont dans la partie actuellement urbanisée de la commune, les zones U d'habitat aussi. Il n'y a pas d'ilot insalubre ou vacant sur la commune à réhabiliter. Toutes ces dynamiques de réhabilitation ont eu lieu dans les années 2000
Combien de logements vacants avez-vous sur votre commune (s) ?	3.1% en 2017. Il est à noter que le taux de logements vacants n'est pas suffisant pour permettre la rotation de l'occupation des logements. Le marché est donc très tendu.
Quel taux de rétention foncière votre projet applique-t-il ? Indiquez le détail du calcul.	0%. En effet il n'est pas autorisé dans les PLU de prendre en compte cette dynamique qui pourtant est bien présente sur le territoire communal.
Quelle est la superficie des zones que vous prévoyez d'ouvrir à l'urbanisation ?	Environ 2.8ha pour les zones AU d'habitat. A noter qu'elles sont toutes situées dans la partie actuellement urbanisée de la commune. Leur délimitation a été définie en regroupant des propriétés foncières différentes dans un même secteur de développement pour garantir une organisation globale et une optimisation foncière de ces secteurs qui sont tous situés dans des quartiers à dominante pavillonnaire
Quelle sera la surface moyenne par logement ?	Non concerné. Le PLU ne raisonne pas en surface par logement, le raisonnement se base : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur les formes urbaines, leur intégration dans les sites</li> <li>- Les typologies de logements (Intermédiaires, collectifs) permettant de répondre aux besoins non satisfaits</li> <li>- Sur les capacités des sites et les capacités de la collectivité à accompagner le développement et la densité (en termes d'équipements, de réseaux, d'accès...).</li> </ul>
Par quels moyens prévoyez-vous de maîtriser l'enjeu de consommation d'espace ? Vous pouvez préciser ici (ou en annexe) comment les besoins en logements se traduisent en besoin de foncier sur votre commune et quelles sont les mesures associées de maîtrise de cet enjeu que vous mettez en œuvre	
La commune ne compte aucune friche pouvant faire l'objet d'un développement urbain. Celui-ci sera donc exclusivement possible dans les zones identifiées en OAP et par division foncière. Des outils sont prévus pour permettre une densification heureuse, permettant le bien-vivre ensemble sur la commune : Dans les secteurs d'OAP seuls sont possibles les petits collectifs, l'habitat intermédiaire et l'individuel groupé : aucun secteur n'admet de l'individuel pur. Ces orientations permettront une plus grande optimisation foncière. Toutefois celle-ci doit aussi être qualitative avec : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des espaces verts individuels et collectifs exigés, les espaces verts collectifs seront paysagés et accueilleront des noues permettant l'infiltration des eaux pluviales.</li> <li>- Une organisation qui tend vers des constructions qui favorise l'implantation des bâtiments selon une orientation au sud des</li> </ul>	



#### 4.1 Présentation de votre projet

logements qui donne le meilleur compromis entre apport de chaleur et de lumière en toute saison. Respecter des distances entre les bâtiments pour assurer un accès au soleil des niveaux inférieurs.

- Des formes urbaines diverses : habitat individuel groupé, habitat intermédiaire, petit collectif pour atteindre une densité de 30 logements à l'hectare minimum tout en proposant différentes formes d'habitat.
- Une prise en compte des modes de déplacement doux.
- Une mixité sociale recherchée (à hauteur de 50% sur les OAP et dans toutes les zones U)

#### 4.1.2 Si votre projet permet l'implantation d'activités économiques, industrielles ou commerciales, précisez :

Le cas échéant, cette zone est-elle identifiée dans le SCoT ?	Oui Cette zone est fléchée dans le SCOT, elle fait aussi partie du plan foncier de l'agglo qui va l'aménager pour répondre aux nombreuses demandes d'extension des entreprises existantes. En effet les espaces d'accueil économiques sont pleins, les entreprises ne peuvent plus s'étendre ce qui oblige certaines à se délocaliser faute de foncier. De plus il n'y a aucun local vide.
Quelle est la surface des zones d'activités prévues ? S'agit-il d'implantation sur de nouvelles zones ou sur des secteurs déjà ouverts à l'urbanisation ?	La surface de la zone d'activités prévue est de l'ordre de 4 hectares. Ce secteur était en zone 1AU dans le précédent PLU.
S'il existe déjà une ou des zones d'activités sur votre territoire : <ul style="list-style-type: none"> <li>• quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ?</li> <li>• quel est leur taux d'occupation ?</li> </ul>	Les zones d'activité actuelles représentent 36.4 hectares. Le taux d'occupation est d'environ 99%.
S'il existe déjà une ou des zones d'activités à l'échelle de l'intercommunalité et du SCoT: <ul style="list-style-type: none"> <li>• quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ?</li> <li>• quel est leur taux d'occupation ?</li> </ul>	L'agglomération, compétente en matière de développement économique, n'est propriétaire d'aucune zone d'activités sur la commune, mais projette l'acquisition de la zone 1AU en vue de son aménagement.
Votre projet permet-il l'ouverture de toute cette surface en une fois ? Si non, prévoit-il un phasage ? Indiquez lequel et comment il s'applique ?	S'agissant d'une opération avec maîtrise de l'agglomération, pour des raisons d'économie de projet, l'aménagement nécessite une opération d'ensemble.
Complétez si nécessaire (ex : projet d'OAP jointe en annexe...)	
Le projet d'aménagement est en cours d'étude opérationnelle par l'agglo .	

#### 4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement, les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Oui forcément le PLU concerne l'ensemble du territoire communal, il concerne donc bien tous les espaces urbains, agricoles et forestiers présents.
Des espaces agricoles ?	oui	Un territoire agricole (1755 ha déclarés à la PAC en 2018) occupé majoritairement par des cultures céréalières. Les espaces de fonctionnalité agricoles et l'intégralité des sièges d'exploitation feront l'objet d'un classement en zone « agricole » dans le cadre du PLU.
Des espaces boisés ?	oui	Quelques boisements sur la commune, notamment le boisement « Piémontel ». Classement des boisements en zone naturelle et protection de certains boisements au titre des éléments remarquables du paysage (article L151-19 du code de l'urbanisme).
Dans le cadre d'une procédure d'évolution : Des zones identifiées naturelles, forestière ou agricoles protégées au titre d'un document d'urbanisme existant ?		Le PLU doit reclasser la zone des Bois de N (PLU initial) en U conformément aux jugements rendus par la Cour d'Appel à deux reprises suite aux recours sur le précédent PLU. Le tribunal a jugé que ce secteur était un espace urbain à classer comme tel.
Complétez si nécessaire		

### 4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ?  Et quels sont les enjeux identifiés ?
Une zone Natura 2000 (ZPS, ZSC, SIC) à proximité ? <a href="http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map">http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</a>		Non	Non concerné
Un parc naturel national ou régional ?		Non	Non concerné
Une réserve naturelle nationale ?		Non	Non concerné
Un espace naturel sensible ?		Non	Non concerné
Une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ou II ? <a href="http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map">http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</a>	Oui		ZNIEFF de type I : « Carrière du Bois » voir p 55 du rapport de présentation. Celle-ci est classée en zone N dans le projet de PLU. De plus les supports de biodiversité du site (Zone humide et pelouses sèches sont identifiés au titre du L151-23 du code de l'urbanisme)
Un arrêté préfectoral de protection de biotope ? <a href="http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map">http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</a>		Non	Non concerné
Une ou des zones humides ayant fait l'objet d'une délimitation (inventaire départemental, communal, convention RAMSAR ...) soit par inventaire soit par expertise pédologique ?	Oui		Inventaire départemental : 26CRENar 36 / 94 / 37 /38/ 39 / 25 / 102 / 230 / 92 / 93 / 101 (présence de phragmitaies inondées, communautés de Prêles d'eau, peupliers, phragmitaies sèches, grandes Laïches, Robinier faux-acacia, grands Saules, Typhaies. (voir p 56 et 57 du rapport de présentation).  LPO : une nouvelle zone humide identifiée (présence très importante d'amphibiens – voir p58 du rapport de présentation).  A noter que le projet de PLU prévoit une identification L151-23 de toutes les zones humides inventoriées avec prescriptions conservatoires dans le règlement.
Un ou des cours d'eau identifiés en liste 1 ou 2 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement ? <a href="https://www.eaurmc.fr/">https://www.eaurmc.fr/</a> <a href="https://agence.eau-loire-bretagne.fr/home.html">https://agence.eau-loire-bretagne.fr/home.html</a> <a href="http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/index.html">http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/index.html</a>	Oui		L1_398 Guimand en amont du Canal de la Bourne  A noter que le projet de PLU prévoit un classement en zone N ainsi qu'une identification L151-23 des espaces de fonctionnalité des cours d'eau.

### 4.4 Continuités écologiques

Y a-t-il eu à l'échelle locale (communes voisines, intercommunalités, SCoT, PNR...) ou dans un document d'urbanisme antérieur des analyses portant sur les continuités écologiques ?	Oui		Analyse réalisée par le SCoT (voir p 65 du rapport de présentation). Cette analyse a été affinée dans le cadre du PLU. Le projet de PLU protège au titre du L151-23 tous les éléments de TVB supports de ce corridors
Dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, quels sont les éléments de la trame verte et bleue ? <a href="http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map">http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</a>	Par exemple, mentionnez les réservoirs de biodiversité, corridors diffus ou les espaces perméables, corridors linéaires ou corridors thermophiles		

#### 4.5 Paysage, patrimoine bâti

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ?  Et quels sont les enjeux identifiés ?
Site classé ou projet de site classé ? <a href="http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map">http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</a>		non	Non concerné par ces éléments majeurs.  Toutefois le PLU dans le cadre du diagnostic a identifié des éléments de patrimoine local d'intérêt : le château, de belles demeures du 19 <sup>e</sup> s et leurs parcs et des petits éléments de patrimoine. Le PLU met en place une identification au titre du L151-19 avec prescriptions conservatoires de ce patrimoine.
Site inscrit ou projet de site inscrit ? <a href="http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map">http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</a>		non	
Site patrimonial remarquable (y compris anciennes ZPPAUP ou AVAP ou anciens secteurs sauvegardés) ?		non	
Éléments majeurs du patrimoine ? <a href="http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/">http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/</a>		non	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur : SCoT, charte de parc, atlas de paysage... ?		non	

Complétez si nécessaire

#### 4.6 Ressource en eau

##### Captages

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ?  Et quels sont les enjeux identifiés ?
Périmètre de protection immédiat, rapproché, éloigné d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	oui		Présence sur la commune du périmètre immédiat et rapproché du captage des eaux de Bayardières, Protégé par DUP, ce périmètre est identifié sur le PLU actuel et le sera de la même façon dans le PLU révisé.
Autres captages prioritaires ?		non	

##### Usages : eau potable ; gestion des eaux usées et eaux pluviales

Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins présents et futurs ?			La source des Tuffs qui alimente une partie de la commune est limitante en étiage. La recherche d'une nouvelle ressource est en cours. Le transfert d'eau du réservoir de Bayardières à celui des Serres, permettra d'alimenter Montélier, en attendant de trouver cette ressource.
Le système d'assainissement des eaux usées a-t-il une capacité suffisante pour répondre aux besoins présents et futurs du territoire ? <a href="http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/">http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/</a>	Oui		La station d'épuration de valence fonctionne actuellement à 60% de sa capacité, elle est donc en capacité d'accueillir la population générée à échéance du PLU.
Des démarches sont-elles entreprises pour garantir la bonne gestion des eaux pluviales sur votre territoire ?	Oui		Il est demandé dans le règlement et dans les OAP de gérer les eaux pluviales à l'échelle de l'opération (zone AU ou parcelle du projet) par des techniques d'infiltration. Les rejets avec débits de fuite très limités dans le réseau restent exceptionnels. A noter que l'agglo prévoit la mise en place d'un zonage pluvial à l'échelle de l'agglo.

<b>4.7 Sols et sous-sol</b>			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ?  Et quels sont les enjeux identifiés ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués : base de données BASOL ? <a href="http://basol.developpement-durable.gouv.fr/recherche.php">http://basol.developpement-durable.gouv.fr/recherche.php</a>		Non	RHA2601202 / RHA2601379 / RHA2601380 / RHA2603172 Toutefois ces sites ont été requalifiés et construits depuis l'arrêt des activités.
Anciens sites industriels et activités de services :base de données BASIAS ? <a href="http://basias.brgm.fr/donnees_liste.asp?DPT=63&amp;carte=">http://basias.brgm.fr/donnees_liste.asp?DPT=63&amp;carte=</a>	Oui		
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		Non	Non concerné
Complétez si nécessaire			



4.8 Risques et nuisances			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ?  Et quels sont les enjeux identifiés ?
Risques ou aléas naturels ?	Oui		<u>Risque inondation</u> (le plan de prévention des risques est en cours d'élaboration). Enjeu : aléa faible : adapter la construction – aléa moyen ou fort : interdire la construction. Le PLU reporte le risque et intègre le règlement du futur PPRI.
Plans de prévention des risques approuvés ou en cours d'élaboration ?	Oui		<u>Sismicité</u> : commune située en zone sismique de type 3. Enjeu : informer les demandeurs d'autorisation d'urbanisme. <u>Retrait gonflement des sols argileux</u> : zone d'exposition faible <u>Feu de forêt</u> : aléa niveau faible sur la grande majorité de la commune et fort sur le quartier des Bois (carte p 77 du rapport de présentation). <u>Radon</u> : la commune est classée en zone 2.  Les enjeux en dehors du risque d'inondation sont faibles
Nuisances ?	Oui		<u>Nuisances sonores</u> : route départementale 538 classée en catégorie 3 (zone de bruit de 100m de part et d'autre de la voie) – ligne TGV classée en catégorie 1 (largeur du secteur affecté : 300 m de part et d'autre de la voie).  <u>Exposition aux champs électromagnétiques</u> : 2 lignes de transport d'électricité à très hautes tensions : ligne 400kV Le Chaffard-Coulange1 et ligne 400kV Beaumont-Monteux – Coulange2 (Servitude d'Utilité Publique).  Les zones identifiées ne concernent pas d'espaces urbains
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	Oui		Plan d'exposition au bruit de l'aérodrome Valence Chabeuil : arrêté préfectoral N°070819 du 26/2/2007.  Toutefois les zones identifiées par le PEB ne concernent pas d'espaces urbains.
Complétez si nécessaire			

4.9 Air, énergie, climat			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ?  Et quels sont les enjeux identifiés ?
Y a-t-il une desserte en transport collectif sur votre territoire	Oui		Ligne 20 du réseau Citéa
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?	Oui		La commune est située dans le périmètre du Plan Climat Air Energie Territorial de Valence Romans Agglo.
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?  Enjeux spécifiques relevés par le PCAET (ou projet de PCAET) ?			Le SRADDET prévoit d'augmenter de +54% à l'horizon 2030 la production d'énergies renouvelables ; de réduire les émissions de GES pour atteindre la neutralité carbone en 2050 ; de réduire de 23% la consommation d'énergie de la Région à l'horizon 2030, de développer la mobilité décarbonée.  Le PCAET prévoit de réduire les consommations d'énergie en particulier dans le transport et le secteur résidentiel, de Développer fortement les productions locales d'énergies et leur gestion intelligente, d'améliorer la qualité de l'air et d'adapter le territoire aux changements climatiques (voir p 88 et 89 du rapport de présentation).
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		Non	
Complétez si nécessaire			

## 5. Annexes (rappel)



Les annexes sont des éléments essentiels pour permettre à l'autorité environnementale de comprendre votre projet et d'évaluer les enjeux environnementaux qu'il constitue et/ou doit prendre en compte :

– pour les cas d'élaboration ou de révision générale : il est recommandé de transmettre, outre le projet de PADD, un projet de zonage permettant de visualiser les secteurs prioritaires pour l'urbanisation ;

– pour les procédures d'évolution partielle (révision allégée, mise en compatibilité DUP/DP, modification) : il est essentiel de fournir les documents initiaux et de préciser les éléments qui doivent évoluer (ex : plan de zonage avant/après ; règlement avant/après, OAP avant/après)

Coordonnées de la personne à contacter	Annexe 1 ci-jointe	<input checked="" type="checkbox"/>
Élaboration ou révision « générale » de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI	<input checked="" type="checkbox"/> PADD joint
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input checked="" type="checkbox"/> Le règlement graphique et le règlement écrit sont joints
	Une version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input checked="" type="checkbox"/> Zonage joint
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet modifiant un PLU	Le projet de dossier envisagé pour la réunion d'examen conjoint	Non concerné
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour les procédures d'évolution partielles	Projet de plan de zonage AVANT/APRÈS Projet de règlement AVANT/APRÈS Autres éléments cartographiques superposant zonages et enjeux (Natura 2000, risques, ...)	Non concerné
Pour tous	Cartographie du PADD Autres (OAP, ...)	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Rapport de présentation, PADD et OAP sont joints
A noter que le PLU en vigueur avant la présente révision générale, est téléchargeable sur le site du Géoportail de l'urbanisme. Il conviendra de s'y référer en cas de besoin.		

## 6. Signature du demandeur (personne publique responsable)

<b>Date : 5 juillet 2021</b> <b>Lieu : MONTELIER</b>	<b>NOM : VALLON</b> <b>PRENOM : BERNARD</b> Maire de Montélier <b>SIGNATURE</b>  
---	---

## ANNEXE 1

## Contacts

<b>Identification de la personne ressource, en charge du suivi du dossier</b> <b>Vous indiquerez ici les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.</b>	
Contact au service technique ou du bureau d'étude par exemple	Laurence Forel Cabinet Latitude 86 route du Fiatet 69210 SAIN BEL Tél : 04 74 01 21 46 / 06 22 53 20 79 Courriel : lf@latitude-uep.com
Coordonnées nécessaires pour vous joindre : adresse, téléphone, courriel	Nathalie Bonnot Mairie de Montélier 10 avenue du Vercors 26120 MONTELIER Tél : 04 75 59 93 98 courriel : secretariatdumaire@montelier.com